

Bamako, Mali  
18 octobre, 1993

## Francophonie

# LE VENT DE LA REMISE EN ORDRE ÉCONOMIQUE

Le président Alpha Oumar Konaré a quitté hier dans l'après-midi Bamako pour Port-Louis à l'île Maurice où s'ouvre demain la 5ème conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

Une rencontre à ne pas confondre avec le sommet franco-africain qui, depuis 1973 rassemble tous les ans, autour du chef de l'Etat français, les dirigeants de la plupart des Etats francophones d'Afrique, auxquels se sont joints des pays africains de langues anglaise et portugaise.

C'est au cours du sommet franco-africain de la Baule (en 1990) que le président François Mitterrand avait établi un rapport entre l'aide et la démocratisation en Afrique. Un discours qui n'avait pas plu à certains dictateurs aujourd'hui déchus.

Mais aujourd'hui, à la veille du 5ème sommet de la francophonie, l'atmosphère est tout à fait différente. Dans une ambiance de cohabitation droite-gauche en France et de démocratie presque triomphante dans la plupart des Etats africains, le ton a changé. Le temps de la prime à la démocratie a fait place à celui de l'ajustement

structurel. Plus question du côté de la France d'aider les pays qui ne s'imposent pas un PAS concocté avec l'assistance du FMI.

C'est que la crise économique sévit autant chez les riches que les pauvres. Déjà au sommet francophone de Chaillot en 1991, le président Mitterrand avait fait remarquer que la France et le Canada, locomotives de la francophonie, ne pouvaient à eux seuls suppléer les carences de l'aide internationale au développement. Un aveu d'impuissance qui avait mis à mal bien des espoirs fondés sur la fameuse prime à la démocratisation.

Chaillot (Paris 91) n'avait pas enregistré de décisions spectaculaires à l'instar des remises de dettes annoncées à Québec 87 puis à Dakar 89. La rencontre a cependant permis de consolider les structures de la francophonie et d'affiner ses méthodes en matière de programmation. Ce resserrement au niveau des institutions s'est accompagné d'un élargissement des champs d'intérêt étendus à l'environnement par l'adoption du plan de Tunis tracé en avril 1991, au sort des enfants, à la communication avec l'élargissement de TV5 à l'Afrique et la création de

la fondation Ecrans du Sud.

Le sommet avait explicité ses préoccupations politiques par la réaffirmation de sa foi dans les valeurs démocratiques, le libre exercice des libertés fondamentales, l'avènement de l'Etat de droit.

Plus de 30 chefs d'Etat et de gouvernement et 47 délégations étaient présents à Chaillot. Le chef de l'Etat de la Transition, Amadou Toumani Touré était du nombre, venu plaider le dossier de la jeune démocratie malienne. Il avait rappelé la tragédie de mars 91 et l'immense espoir d'un peuple décidé à bâtir un Etat de droit basé sur une société de démocratie et sur le pluralisme intégral. Le pays sortait de deux décennies de dictature qui avaient mis à genou son économie.

Le président Alpha Oumar Konaré qui a pris la relève, se rend au sommet de Port-Louis dans une ambiance de remise en ordre de l'économie à travers des mesures de redressements récemment adoptés. Même si ce sommet n'est pas le lieu idéal pour poser des questions renvoyées à des instances monétaires internationales, les préoccupations maliennes de l'heure (éducation de base, communication etc.) ne seront pas déplacées à Port Louis car la Francophonie illustre la volonté de prendre en compte les besoins de tous les membres de la famille francophone dans une espèce d'internationale de la solidarité.

K.B. DIAKITE